



Sous la direction de Philip D. Jaffé

**L'audition de l'enfant victime d'abus sexuels :
La Suisse, bonne élève ?**
Enquête sur la pratique dans les cantons de Vaud et Genève

MÉMOIRE – Orientation professionnalisante

Présenté à
l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Marie ARNAUD

de

Lausanne, Vaud

Mémoire No

SION

Mai 2011

Résumé

Les violences sexuelles infligées à l'encontre des enfants, comme toute autre forme de maltraitance, sont intolérables. D'incessants et larges combats sont entrepris tant sur la scène internationale qu'au sein des Etats pour tenter de les enrayer. Une des facettes de ce combat consiste à poursuivre pénalement les auteurs de tels actes. Or, cela n'est pas chose aisée. En effet, de par leur nature, ces infractions sont généralement commises à l'abri des regards indiscrets, de sorte que les seuls témoins susceptibles d'apporter des éléments à l'enquête sont l'enfant et son agresseur, ce dernier tendant le plus souvent à nier ou minimiser ses actes. De plus, il n'existe que rarement de preuves médicales pouvant corroborer les suspicions d'abus. Ainsi, reste le témoignage de l'enfant qui, comme seul élément à disposition du magistrat, prend toute son importance. Il est donc primordial que cette parole soit recueillie de façon optimale, tant pour la victime que pour le présumé auteur. Le but de ce travail est, dans un premier temps, de présenter les particularités inhérentes aux auditions d'enfants victimes d'abus sexuels et les techniques d'entretien généralement recommandées par la communauté scientifique pour y procéder. Dans un deuxième temps, il s'agit de questionner la position de la Suisse, plus particulièrement des cantons de Vaud et Genève, sur cette délicate question. En guise de réflexion finale, il est présenté un exemple qualifié de « bonne pratique » par le Conseil de l'Europe notamment.

Mots-clefs :

- Abus sexuels sur enfants
- Audition de l'enfant victime
- Suisse
- Children's House

Remerciements

Je tiens à remercier le professeur M. Philip D. Jaffé, mon directeur de mémoire, pour sa confiance, ses encouragements et ses précieux conseils tout au long de l'élaboration de ce mémoire.

Je tiens également à remercier tout particulièrement Mme Fabienne Clément, inspectrice principale adjointe à la brigade mineurs mœurs du canton de Vaud, Mme Albane Bruigom, inspectrice à la brigade des mœurs de la police judiciaire de Lausanne et M. Pierre-Alain Dard, chef de la brigade des mineurs du canton de Genève, pour leur accueil chaleureux lors de nos entretiens, leur disponibilité et l'intérêt qu'ils ont porté à mon travail.

Finalement, un grand merci à ma famille et mes proches qui m'ont beaucoup soutenue et encadrée durant ces derniers mois.

« Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leur auteure ».

Table des matières

1. Introduction	5
2. Méthodologie	7
3. Cadre théorique	8
3.1 Eléments de définition	8
3.2 Le statut de l'enfant et la reconnaissance des abus sexuels commis à son encontre ...	9
3.3 Facteurs à prendre en compte lors de l'audition d'un enfant	10
3.3.1 Les facteurs d'ordre affectif	10
3.3.2 Les facteurs d'ordre cognitif	10
a) La mémoire	10
b) La suggestibilité	12
c) Les compétences de langage	13
3.3.3 Les facteurs liés à l'interviewer	13
3.4 Techniques d'entretien	13
3.4.1 L'entretien sans information préalable (<i>Allegation blind interviews</i>).....	13
3.4.2 Les questions ouvertes (<i>open-ended questions</i>)	14
3.4.3 Discussion sur les notions de vérité et mensonge (<i>truth-lie discussion</i>).....	14
3.4.4 Les poupées anatomiquement détaillées (<i>anatomically detailed dolls</i>)	15
3.5 L'entrevue par étapes progressives.....	15
3.6 Le protocole du National Institute of Child Health and Human Development	16
3.7 Le local d'audition	18
3.8 L'enregistrement vidéo	18
3.9 La crédibilité	19
4. Position de la Suisse et pratique dans les cantons de Vaud et Genève	20
4.1 La Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI).....	21
4.2 Application de la législation fédérale dans les cantons de Vaud et Genève.....	22
4.2.1 Le nombre d'auditions	23
4.2.2 Formation des inspecteurs	23
4.2.3 Le protocole et techniques d'entretien	24
4.2.4 Le local d'audition	25
4.2.5 Le spécialiste	25
4.2.6 L'enregistrement vidéo	26
5. Exemple d'une « bonne pratique » : La maison des enfants (Barnahus)	26

6. Discussion	27
7. Conclusion	30
Références bibliographiques	32
ANNEXE 1	38
ANNEXE 2	39
ANNEXE 3	43

1. Introduction

La maltraitance infligée aux enfants, quelle que soit la forme qu'elle revête, est tout simplement intolérable et nous, collectivité, nous devons de la combattre.

On distingue communément plusieurs formes de maltraitements qui sont les négligences, les carences d'apports physiques, psychologiques et socio-affectives, les mauvais traitements psychologiques, les agressions physiques et les abus sexuels (Rapport fédéral Enfance maltraitée en Suisse, 1992). Deux autres formes de maltraitance peuvent être ajoutées à cette liste, les violences structurelles et institutionnelles (Jaffé, 2010 ; OFAS, 2005). Dans le cadre de ce travail, nous allons nous centrer sur l'une de ces formes seulement, les abus sexuels. Ce type de maltraitance fait l'objet d'incessants et larges combats tant au niveau international que national, notamment par l'élaboration de textes juridiques visant à réprimer ce type de comportements. Au niveau européen plus particulièrement, nous avons assisté tout récemment, soit les 29 et 30 novembre 2010 à Rome, au démarrage d'une nouvelle campagne du Conseil de l'Europe, intitulée « Un sur Cinq ». Ce titre se réfère au fait que, selon les données disponibles en Europe, environ un enfant sur cinq serait victime de violences sexuelles sous une forme ou une autre et cela, dans une large mesure, par une personne de son entourage. L'un des buts de cette campagne est d'inviter les Etats à adhérer à la nouvelle Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels¹. La Suisse a signé cette convention le 16 juin 2010, mais ne l'a pas encore ratifiée.

Une des facettes du combat contre les abus sexuels infligés aux enfants réside dans la poursuite pénale des auteurs. Cela n'est pas chose aisée. En effet, de par la nature des actes en question, ils sont le plus souvent perpétrés à l'abri des regards indiscrets et donc en l'absence de tout témoin, hormis l'enfant et son agresseur. Or, ce dernier tend le plus souvent à nier les faits ou à minimiser son comportement (Dion et Cyr, 2005 ; Lamb, Kathleen, Sternberg et Esplin, 1998). En outre, il existe bien peu souvent de preuves, soit de traces sur les victimes. Selon Gudbrandsson (2010), directeur général de l'Agence gouvernementale pour la protection de l'enfance en Islande, les preuves médicales existent dans moins de 10% des cas. Par ailleurs, il n'existe pas de liste de symptômes attestant de telles atteintes. Ainsi, dans bien

des situations, le témoignage de l'enfant est tout à fait capital dans la mesure où l'essentiel du dossier va reposer sur celui-ci (Lamb et al., 1998). Cet exercice s'avère particulièrement difficile dans la mesure où il force l'enfant à se replonger dans les événements qu'il a vécus. En outre, celui-ci a souvent bien du mal à parler de telles expériences, par gêne, par peur d'être puni ou abandonné, parce qu'il a le sentiment d'être coupable, ou du fait de son jeune âge, parce qu'il n'a pas les mots suffisants pour les décrire ou même réaliser les faits dont il est victime (Gudbrandsson, 2010 ; Goodman-Brown, Edelstein, Goodman, Jones et Gordon, 2003). Il est dès lors primordial d'accorder une attention toute particulière aux auditions d'enfants victimes d'abus sexuels dans le but de récolter le plus d'informations possible et les plus justes possible, afin de confondre les auteurs ou de les disculper, mais aussi dans le but de protéger au maximum les enfants victimes. En effet, de la qualité de l'entretien avec l'enfant, dépendra bien souvent l'issue du procès. Sur ce point notamment, Wood et Garven (2000) relèvent les effets négatifs auxquels peuvent aboutir les entretiens lorsqu'ils sont mal réalisés et insistent sur la nécessité de les mener avec professionnalisme et selon des procédures structurées. Ils distinguent les entretiens inadéquats des entretiens seulement maladroits. Les premiers, usant de méthodes largement réprouvées par les spécialistes, peuvent donner lieu à des fausses allégations. Quant aux seconds, sans arriver à de tels résultats, ils peuvent avoir de fâcheuses conséquences, particulièrement pour les enfants victimes, dans la mesure où, par manque de rigueur, ces entretiens peuvent manquer de cohérence, de détails et de crédibilité. En raison des mauvaises circonstances, l'enfant peut aussi se bloquer et ne pas parvenir à s'exprimer.

Les abus sexuels sur les enfants ne sont pas rares. Il est toutefois particulièrement difficile d'évaluer l'ampleur de ce phénomène, les études s'y attelant ne se référant pas forcément aux mêmes définitions, ni aux mêmes méthodes (May-Chahal, C. et Herczog, 2003). Pour ce qui est de la Suisse, selon Schönbucher et al. (2011), qui ont effectué une recherche visant à réaliser une revue systématique des études de prévalence des abus sexuels sur enfants en Suisse, le taux de prévalence des abus sexuels serait de 40% pour les filles et de 11% pour les garçons². Ils relèvent que ces chiffres sont comparables aux autres pays européens.

¹ Convention du 25.10.2007, entrée en vigueur le 01.07.2010. Pour tout renseignement concernant la Convention, la campagne et ses outils: www.onnetoucheapasici.org

² Ces chiffres sont sensiblement équivalents à ceux apportés par Halperin et al. (1996) qui montraient un taux de prévalence d'environ 34% pour les filles et 11 % pour les garçons.

Le but de ce travail est de questionner la position de la Suisse sur le délicat problème que représentent les auditions d'enfants victimes d'abus sexuels. Ainsi, nous nous sommes interrogés sur les particularités inhérentes à ces auditions, les méthodes recommandées par les spécialistes, les normes juridiques suisses régissant ces procédures et leur genèse ainsi que sur leur application, notamment dans les cantons de Vaud et Genève. Pour répondre à ces interrogations, nous allons, dans un premier temps, nous pencher sur les définitions données à l'abus sexuel et aux formes d'abus sexuels. Nous allons ensuite étudier les problèmes et les pièges qui peuvent surgir dans une audition, tant pour l'enfant que pour l'interviewer. Nous verrons ensuite les techniques les plus couramment utilisées pour procéder à des entretiens avec des enfants victimes, ainsi que deux protocoles d'audition usant de certaines de ces techniques. Nous exposerons enfin les dispositions juridiques suisses régissant ces procédures et leur application dans les cantons de Vaud et Genève. Nous avons choisi de présenter, en guise de réflexion finale, un concept original, « La Maison des Enfants-Barnahus », présenté comme exemple de « bonne pratique » par le Conseil de l'Europe. Sans avoir la prétention de faire une étude comparative entre les différents systèmes pour en dégager le meilleur, l'idée de ce travail est plutôt d'élargir notre horizon, d'offrir des pistes de réflexion pour, peut-être, améliorer les procédures déjà existantes. En effet, nous sommes convaincus que dans ce domaine, nous nous devons d'être sans cesse dans la réflexion et la remise en question afin d'apporter les conditions les plus adaptées possibles à l'enfant, pour lui éviter de nouveaux traumatismes, mais aussi pour confondre les véritables auteurs.

2. Méthodologie

Pour réaliser ce travail, nous avons procédé :

- à une revue de littérature sur les moteurs de recherche « google », « sciencedirect », « cairn.info », « Yourjournals@Ovid » et « pubmed » cela afin de connaître les études et recherches qui ont été faites autour du thème de l'audition d'enfants victimes d'abus sexuels. Avec ces mêmes outils, il a également été procédé à une recherche centrée sur le concept des « Maisons des Enfants-Barnahus ».
- à une recherche juridique pour connaître les normes juridiques suisses régissant ces procédures et leur genèse.
- à trois entretiens qualitatifs auprès de professionnels procédant à des auditions d'enfants victimes d'abus sexuels dans les cantons de Vaud et de Genève, à savoir auprès d'une

inspectrice de la brigade mineurs mœurs du Canton de Vaud (BMM), d'une inspectrice de la brigade des mœurs de la police judiciaire lausannoise (PJ) et du chef de la brigade des mineurs du canton de Genève.

- au visionnement de trois auditions pratiquées dans le canton de Vaud.

3. Cadre théorique

3.1 Eléments de définition

Qu'entendons-nous lorsque nous parlons « d'abus sexuels » ? Il existe de nombreux essais de définitions. Nous avons choisi de citer celle de Krugman et Jones, eux-mêmes cités par Lopez (1997, p. 6), car elle a le mérite d'être à la fois concise et générale, soit « *toute participation d'un enfant ou d'un adolescent à des activités sexuelles qu'il n'est pas en mesure de comprendre, qui sont inappropriées à son âge et à son développement psychosexuel, qu'il subit sous la contrainte, par violence ou séduction ou qui transgresse les tabous sociaux* », ce dernier point faisant notamment référence aux cas d'inceste.

D'autres auteurs insistent plus sur le fait que la notion d'abus sexuel implique un défaut de consentement mais aussi un rapport de force inégal entre l'enfant et son agresseur, que celui-ci se trouve dans une position d'autorité ou de garant, qu'il soit sensiblement plus âgé que l'enfant, ou qu'il use de force, de menaces ou de séduction (Finkelhor, 1994 ; Flückiger, 2000 ; Haesevoets et Rees, 1998). Les mêmes auteurs s'attèlent à définir ce que recouvrent les activités sexuelles. Pour cela, ils distinguent les agressions ou abus sans contact ou toucher direct avec l'enfant, tels que l'exhibitionnisme, le voyeurisme, le fait de montrer des images pornographiques, les propos obscènes, forcer un enfant à être témoin d'un acte sexuel..., des agressions ou abus avec contact ou toucher comme les attouchements, les attouchements avec pénétration, les caresses, la masturbation, les tentatives de viol, les viols, les rapports sexuels accomplis, l'exploitation sexuelle à des fins de prostitution ou de pornographie. Haesevoets et Rees quant à eux font encore la distinction entre les abus sans ou avec violence, ces derniers pouvant provoquer des lésions parfois graves³. Finkelhor pose en outre la question des abus sexuels entre pairs. D'un point de vue juridique, le code pénal suisse réprime tout acte d'ordre sexuel avec un enfant de moins de 16 ans, à l'exception des situations où la différence d'âge entre l'enfant et l'auteur ne dépasse pas trois ans, admettant ainsi les abus sexuels entre

³ Pour une liste détaillée des actes qualifiés d'abus sexuels, voir encore Johnson (2004).

enfants. Il réprime en outre tout acte d'ordre sexuel avec un mineur de plus de 16 ans si celui-ci est dans un rapport d'éducation, de confiance, de travail ou dans tout autre lien de dépendance avec l'auteur, tout acte d'ordre sexuel commis sous contrainte, quel que soit l'âge des protagonistes, le fait de pousser une personne mineure à la prostitution et le fait de rendre accessible à une personne de moins de 16 ans du matériel pornographique sous quelque forme que ce soit.

3.2 Le statut de l'enfant et la reconnaissance des abus sexuels commis à son encontre

L'enfant n'a pas toujours eu droit à la parole. Comme le rappellent de nombreux auteurs, comme Zermatten (2005), le terme « enfant » vient du latin « infans », celui qui ne parle pas. L'image de l'enfant et son statut ont varié avec le temps et les époques. Par l'adoption de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, entrée en vigueur pour la Suisse en mars 1997, l'on reconnaît aujourd'hui à l'enfant un véritable statut de sujet de droit. Et à ce titre, il a des droits fondamentaux comme celui, pour le sujet qui nous intéresse, de s'exprimer dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, art. 12 CDE, qui est libellé ainsi :

Art. 12 :

- 1. Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.*
- 2. À cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.*

Si, comme mentionné plus haut, l'image de l'enfant et son statut ont évolué au gré des époques, la position et le regard de la société sur les situations d'abus sexuels commis à son encontre également. Elles ont longtemps été ignorées (Jaffé, 2010 ; Van Gijseghem, 2005). Gudbrandsson (2010) relève que l'on peut observer différentes étapes dans la prise de conscience sociétale de ce phénomène. La première étape, caractérisée par le déni, est celle où ce problème était au mieux minimisé ou, au pire, totalement nié. La deuxième étape est celle où la société a admis ce problème. Les abus sexuels à l'encontre des enfants ont alors été

considérés comme une conséquence horrible d'agressions psychopathes ou de comportements sexuels totalement déviants. Dans les cas d'abus sexuels intrafamiliaux, ces situations ont été associées à des problèmes de dysfonctionnements dans la famille, ce qui, selon l'auteur, est évidemment beaucoup plus complexe que ça. Selon Gudbrandsson, la société a aujourd'hui atteint une troisième étape qui est celle de la reconnaissance, reconnaissance du fait que nous avons une responsabilité collective de sauvegarder le droit fondamental de l'enfant d'être protégé contre toutes les formes d'abus sexuels.

3.3 Facteurs à prendre en compte lors de l'audition d'un enfant

Les facteurs à prendre en compte lors de l'audition de l'enfant sont multiples et divers. Du point de vue de l'enfant d'une part parce qu'il est un être en développement et qu'il est plus vulnérable qu'un adulte sous divers aspects et d'autre part parce qu'il est avant tout une victime. En outre, du point de vue de l'interviewer, il ne faut pas négliger ses faiblesses et se montrer attentif aux pièges que peuvent faire surgir ses « a priori » et ses attentes.

3.3.1 Les facteurs d'ordre affectif

Lorsque l'on est amené à entendre un enfant qui a subi de telles expériences, il faut notamment prendre en compte que celui-ci a la certitude de ne pas être cru. Il est en outre difficile pour lui de prendre la fonction d'accusateur dans une relation d'inégalité de statut, de porter et de réitérer ces accusations contre un adulte significatif et souvent aimé⁴. Par ailleurs, l'enfant a besoin d'oublier ou de censurer ce qui s'est passé, cette censure étant d'autant plus forte que l'événement a eu lieu sur la scène du corps (Van Gijseghem, 1992).

3.3.2 Les facteurs d'ordre cognitif

a) La mémoire

La mémoire ou le fait de se remémorer un événement est un processus très complexe. Nous n'allons donc pas en faire ici un exposé, mais seulement en tirer les grandes lignes pour notre sujet. Il y a trois stades principaux au mécanisme de la mémoire qui sont l'encodage, le stockage et le rappel. De façon très résumée, la première étape est celle où la trace d'une expérience est enregistrée dans la mémoire, la deuxième celle où le matériel encodé est stocké dans la mémoire, la troisième celle du rappel de l'information stockée (Ceci et Bruck,

⁴ Nous rappelons ici que plus de 80% des abus sexuels sont perpétrés soit par des membres de la famille, soit par une personne que l'enfant connaît et en qui il a confiance (Jaffé, 2010 ; campagne « un sur cinq », 2010).

1995/1998). Une multitude de facteurs peuvent influencer ces différentes phases et le rappel d'expériences vécues, dont notamment l'âge du sujet (Lamb, Orbach, Hershkowitz, Esplin et Horowitz, 2007). De façon constante, il a été démontré que plus les enfants sont jeunes, moins ils donnent de détails sur les expériences qu'ils ont vécues, en particulier pour ce qui est des détails secondaires (Eisen, Qin, Goodman et Davis, 2002). Yuille (1992) explique ce phénomène par le caractère développemental de la capacité d'attention et le changement de la structure cognitive de l'enfant. Ainsi, s'agissant du premier point, plus l'enfant est jeune, moins il prêtera attention aux différents aspects d'un événement, ce qui aura pour conséquence de diminuer le nombre d'informations et surtout de détails retenus. S'agissant du second point, Yuille explique que plus la structure cognitive du sujet est complexe et sophistiquée, plus le travail d'intégration d'un événement par la mémoire s'en trouvera amélioré. Si Cyr, Bruneau, Perron, Vignola (2005) relèvent également le fait que les jeunes enfants se souviennent de moins de détails que les enfants plus âgés, ils attribuent cela à des problèmes liés au rappel plutôt qu'à l'emmagasinement initial des souvenirs. Le fait est que plus l'enfant est jeune, plus il aura de la peine à restituer de nombreux détails, notamment secondaires sur l'événement. Lamb et al. (1998) relèvent également que les souvenirs des plus jeunes enfants sont moins bons que ceux des adultes et qu'en outre, ils ont tendance à oublier plus rapidement que les adultes, d'où la nécessité, selon ces auteurs, de procéder à l'entretien le plus tôt possible dès qu'il y a suspicion d'abus sexuel.

En addition à la particularité de la mémoire de l'enfant, il apparaîtrait en outre que la remémoration précise (mémoire épisodique) des faits est souvent mise à mal par la mémoire dite de scénario. Ainsi, le temps passant, l'enfant victime va davantage se rappeler d'un scénario dans lequel les événements sont enchevêtrés et ne pourra ainsi pas restituer un récit logique et chronologique des faits (Haesevoets et Rees, 1998). Les auteurs ajoutent que plus l'enfant est jeune, moins il aura les outils cognitifs nécessaires à une reconstitution logique des événements. Toutefois, il a également été démontré que même les jeunes enfants avaient des souvenirs très exacts et qu'ils n'étaient pas nécessairement hautement suggestibles. Un enfant de trois ans fait souvent preuve de bons souvenirs sur les éléments essentiels de ses expériences même s'il a oublié passablement de détails secondaires (Eisen et al., 2002)⁵.

⁵ Pour un exemple remarquable des capacités d'un enfant de 3 ans, voir Jones et Krugman (1986).

b) La suggestibilité

Selon Gudjonsson, cité par Ceci et Bruck (1995/1998), la suggestibilité peut être définie comme « *la mesure dans laquelle les individus en viennent à admettre et à subséquemment incorporer une information post événementielle dans leurs souvenirs* ». Pour leur part, Ceci et Bruck estiment que cette définition de la suggestibilité est trop restrictive du fait qu'elle sous-entend que ce phénomène est un processus inconscient, qui survient après l'événement et surtout qu'il est d'ordre mnémonique plutôt que social, soit que les récits sont influencés par leur incorporation dans notre système mnésique.

Selon ces auteurs, il faudrait également tenir compte de la pression sociale à mentir ou à se conformer autrement à des attentes. Il nous paraissait intéressant ici de retenir cette conception plus élargie selon laquelle la suggestibilité « *se rapporte au degré auquel l'encodage, le stockage, le rappel et le compte-rendu peuvent être influencés par un ensemble de facteurs internes et externes* » (Ceci et Bruck, 1995/1998, p. 77). En suivant les mêmes auteurs, cette conception de la suggestibilité admet qu'un enfant peut se souvenir de ce qui s'est réellement passé mais choisir de s'en distancer pour des raisons liées à ses motivations.

Si bon nombre d'études ont été menées sur la suggestibilité des enfants, une des constantes porte sur le fait que les plus jeunes seraient plus susceptibles à succomber aux questions suggestives que leurs aînés (Ceci et Bruck ; 1995/1998 ; Eisen et al. 2002 ; Yuille, 1992). Selon les mêmes études, il apparaît que ce phénomène diminuerait avec l'âge et que vers dix ou onze ans, les enfants succomberaient encore à la suggestion mais dans la même proportion que les adultes (Cyr et al., 2005 ; Lamb et al, 1998 ; Van Gijseghem, 1992). En résumant à l'extrême les propos de Yuille (1992), l'influence des fausses informations sur le compte rendu d'un enfant dépendrait de la qualité originale du souvenir d'un événement, et les jeunes enfants ayant des capacités mnésiques moindres, ils seraient plus vulnérables à la suggestibilité que les adultes. Van Gijseghem (1992) ajoute, en se référant à Zaragoza (1987), que la suggestibilité de l'enfant serait en partie due à son désir de se conformer aux attentes de l'adulte. Ainsi, la répétition de questions fermées dans un même entretien, particulièrement face à de très jeunes enfants, peut amener ces derniers à modifier leurs réponses à chaque fois que la question est posée, pensant que l'adulte n'est pas satisfait de leur réponse (Ceci et Bruck, 1995/1998).

c) Les compétences de langage

Il est capital que l'interviewer soit attentif au niveau de développement de l'enfant et détermine au début de l'entretien ses capacités de communication, notamment au niveau linguistique. Il doit pouvoir s'adapter à son niveau et employer des mots, des tournures de phrases que l'enfant puisse comprendre au risque de compromettre sa faculté à pouvoir répondre (Haesovoets, 2000 ; Orbach et al., 2000).

3.3.3 Les facteurs liés à l'interviewer

La suggestibilité peut être mise en lien direct avec les dangers que peuvent représenter les « a priori » de l'interviewer lorsqu'il débute une audition. En effet, s'il débute l'entretien avec une idée relativement précise des événements qui ont (ou qui n'ont pas) eu lieu selon lui, il y a de grandes chances pour que l'interviewer cherche à obtenir les réponses qui correspondent à ses hypothèses. Ce phénomène est décrit sous « l'effet Rosenthal » ou « le biais du chercheur » (Berthet et Monnot, 2007 ; Ceci et Bruck, 1995/1998). Ainsi, l'interviewer doit être ouvert et prêt à explorer diverses hypothèses (Berthet et Monnot, 2007). Dans une étude portant sur la subjectivité des jugements de professionnels dans l'évaluation d'une situation d'abus sexuels, Everson et Sandoval (2011) ont montré que trois attitudes liées à « l'évaluateur » lui-même, à savoir (*emphasis-on-sensitivity*, *emphasis-on-specificity* et *skepticism*) pouvaient biaiser les résultats de ces évaluations. Ils expliquent que pour surpasser cette subjectivité, « l'évaluateur » doit être conscient de ses faiblesses. Ils insistent en outre sur la nécessité d'une approche « à plusieurs » du cas à évaluer pour « diluer » cette subjectivité.

3.4 Techniques d'entretien

Il existe de nombreuses recherches scientifiques amenant à l'émergence de nouvelles techniques d'entretien, notamment en fonction de l'âge de l'enfant. Par souci de concision, nous nous contenterons de présenter ici brièvement les plus courantes et utiles pour la suite de notre exposé. Pour ce faire, nous nous sommes essentiellement basés sur l'article de Cronch, Viljoen et Hansen (2006).

3.4.1 L'entretien sans information préalable (*Allegation blind interviews*)

Cette technique consiste à interroger l'enfant sans n'avoir reçu aucune information sur la situation et les faits au préalable. Elle présente l'avantage de ne pas influencer l'interviewer

avant de rencontrer l'enfant et par là d'éviter au maximum les questions suggestives. En outre, par cette technique, l'interviewer se montre plus patient et plus attentif (Cronch et al., 2006). Selon l'American Professional Society on the Abuse of Children (APSAC), cité par Cronch et al. (2006), le fait d'avoir quelques informations sur la situation avant l'entretien est acceptable. Cela peut même s'avérer utile pour orienter l'interviewer et clarifier les déclarations de l'enfant. Haesevoets (2000) est même d'avis qu'il est préférable d'obtenir un maximum d'informations sur l'enfant avant l'entretien afin d'établir une meilleure relation avec celui-ci et de mieux structurer l'entretien.

3.4.2 Les questions ouvertes (*open-ended questions*)

Par cette méthode, l'on cherche à encourager l'enfant à s'exprimer par le biais de questions ouvertes. On évite ainsi les questions suggestives ou les questions ne laissant que peu de choix dans les réponses. Il a été démontré que les questions ouvertes donnaient lieu à des réponses plus longues, plus détaillées et plus exactes que d'autres types de questions, plus particulièrement avec les enfants d'âge scolaire et les adolescents (Cronch et al., 2006 ; Lamb et al., 1998 ; Orbach et al., 2000). Toutefois, si les enfants plus âgés donnent plus détails sur l'ensemble des faits, la proportion de détails découverts par les questions ouvertes ne diffère pas avec l'âge (Orbach et Lamb, 1999). Par ailleurs, les questions ouvertes mais plus précises telles que « *You mentioned he touched you...tell me more about that* » restent plus efficaces avec les plus jeunes et constituent surtout une alternative plus sûre aux questions à choix ou aux questions fermées (Cronch et al., 2006). Selon Lamb et al (1998), les questions ouvertes tireraient l'information de la mémoire de « rappel » plutôt que de la mémoire de « reconnaissance », ce qui expliquerait les meilleurs résultats obtenus.

3.4.3 Discussion sur les notions de vérité et mensonge (*truth-lie discussion*)

Cette technique suggère d'entreprendre une discussion sur les notions de vérité et de mensonge avec l'enfant avant de commencer l'entretien. Lindsay E. Cronch et al. (2006) exposent que le fait d'avoir une discussion sur ces notions avec l'enfant en début d'entretien aide à démontrer les compétences de l'enfant et ainsi à augmenter la crédibilité de ses déclarations. En outre, Huffman, Warren et Larson, cités par Cronch et al. (2006) ont démontré qu'en ajoutant une discussion sur les conséquences du mensonge, on pouvait augmenter les réponses exactes dans le compte-rendu.

3.4.4 Les poupées anatomiquement détaillées (*anatomically detailed dolls*)

Cette technique a été développée notamment pour parer aux difficultés d'expression des plus jeunes ou des enfants réticents à parler de leur expérience (Haesevoets, 2000). Elle est très controversée par les professionnels (Ceci & Bruck, 1995/1998 ; Cronch et al., 2006 ; Haesevoets, 2000 ; Van Gijseghem, 1992). En effet, si certains voient dans l'usage de la poupée anatomiquement détaillée un moyen pour aider les enfants à se souvenir et à détailler l'abus, d'autres défendent l'idée que ces poupées sont suggestives et peuvent entacher la qualité des réponses de l'enfant, voire donner lieu à des jeux de nature sexuelle même avec des enfants qui n'ont pas vécu d'abus (Cronch et al., 2006). Par ailleurs, bien que cette méthode ait rapidement été utilisée dans les entretiens, elle n'a jamais fait l'objet d'un protocole et les professionnels qui y ont recours n'ont pas été formés à les utiliser (Haesevoets, 2000). Selon Haesevoets et Rees (1998) notamment, ces poupées sont même à proscrire totalement.

Un récent article de Poole, Bruck et Pipe (2011), qui ont procédé à une revue de la littérature scientifique sur le sujet, ne plaide pas non plus en leur faveur. En effet, les auteurs exposent que pour pouvoir utiliser ces objets, les enfants doivent posséder plusieurs compétences cognitives, comme celle de comprendre que ces poupées sont des objets et des symboles qui les représentent, celle de placer sur celles-ci les endroits stratégiques en rapport avec les faits et ne pas les utiliser dans le cadre d'un jeu. Or, ces compétences ne seraient pas maîtrisées par les plus jeunes.

3.5 L'entrevue par étapes progressives

L'entretien par étapes progressives est la première étape d'une méthode non suggestive d'évaluation des allégations d'un enfant, à savoir la « Statement Validity Analysis - SVA », notamment développée par Köhnken et Steller, cités par Vrij (2005). Cet entretien est en principe suivi de l'analyse du contenu de la déclaration, par la vérification de la présence ou non de 19 critères prédéterminés. Il s'agit du « Criteria-based Content Analysis - CBCA ». Une troisième et dernière étape consiste en une analyse de l'entretien selon une « liste de vérification » d'ordre plus générale. Selon Yuille (1992), qui reprend un de ses articles publié en 1988, l'entretien par étapes progressives est un protocole qui a été conçu en tenant compte de particularités d'une entrevue avec un enfant. Il vise trois buts :

- *Minimiser l'impact traumatique potentiel de l'entrevue sur l'enfant ;*

- *Obtenir le maximum d'informations tout en minimisant la contamination ;*
- *Maintenir l'intégrité du processus d'investigation.* (Yuille, 1992, p. 84)

L'entrevue comprend sept étapes (de Becker, E., 2006 ; Haesevoets, 2000 ; Yuille, 1992). La première étape est celle de « la mise en relation » au cours de laquelle l'interviewer se présente, explique à l'enfant les règles de l'interview (soit qu'il peut poser des questions, interrompre son interlocuteur en cas de besoin etc..), lui pose des questions neutres (sur l'école, sa famille etc..) dans le but de créer un climat décontracté. Lors de cette phase, l'interviewer pourra aussi évaluer les capacités intellectuelles, relationnelles et comportementales de l'enfant. Puis, vient l'étape de la discussion sur les notions de vérité/mensonge avec l'enfant. Dans sa présentation, Haesevoets n'en fait pas un point systématique. S'en suit l'étape de l'introduction de l'objet de l'entrevue, laquelle doit se faire très prudemment afin de ne pas choquer l'enfant. L'interviewer pourra alors inviter l'enfant à s'exprimer sur le sujet de l'entretien par des questions non directives telles que : « Sais-tu pourquoi tu me parles aujourd'hui » ou encore « Y'a-t-il quelque chose dont tu aimerais me parler ». Cette étape passée, l'on arrive à l'étape cruciale de l'entretien, celle du récit libre. Selon Yuille (1992), cette facette de l'entrevue est la plus difficile à enseigner. Il est en effet très délicat d'arriver à recueillir la version propre de l'enfant. A ce moment de l'entrevue, il est demandé à l'enfant de raconter ce qui lui est arrivé selon « *ses propres mots et à son rythme* » (Yuille, 1992, p. 85). L'interviewer peut l'encourager à continuer son récit par des invitations telles que « *Tu viens de dire ceci, que s'est-il passé ensuite* ». Haesevoets insiste sur le fait que l'interviewer doit rester le plus neutre possible dans ses réactions afin d'éviter d'influencer l'enfant. Viennent ensuite les questions ouvertes afin d'obtenir plus détails sur les événements dont il a parlé, puis en cas de besoin, l'interviewer posera des questions plus précises et orientées. Finalement, la dernière étape est celle de la clôture de l'entretien au cours de laquelle l'interviewer peut discuter avec l'enfant de son ressenti par rapport à l'entretien, l'inviter à s'exprimer encore s'il en ressent le besoin et finalement le remercier pour sa participation.

3.6 Le protocole du National Institute of Child Health and Human Development

Le protocole du National Institute of Child Health and Human Development aux Etats-Unis (NICHD) a été développé par Orbach et al. (2000). Sa première version a été publiée en 2000 (Arnould, 2008 ; Cronch et al., 2006 ; Orbach et al., 2000). Une nouvelle version a été publiée

en 2007 (Lamb et al., 2007). Les concepteurs de ce protocole stipulent qu'il a été conçu dans l'idée de démontrer de quelle manière les résultats de la recherche sur la mémoire de l'enfant, ses niveaux de communication, de connaissances sociales et des tendances sociales pouvaient être transcrits en des lignes directrices pour améliorer la qualité des interviews d'enfants dans un cadre d'investigation (Lamb et al. 2007). Pour eux, comme pour d'autres (Lamb et al., 1998 ; Orbach et Lamb, 1999), le facteur peut-être le plus important réside dans la capacité de l'interviewer à faire ressortir les informations et la disposition et la capacité de l'enfant à les délivrer plutôt que la capacité de l'enfant à s'en rappeler. En effet, Orbach et Lamb (1999) ont démontré que les enfants pouvaient rapporter un nombre remarquable de détails et d'exactitudes sur les expériences qu'ils ont vécues. Toujours selon les auteurs du NICHD, les experts de la question s'accordent sur le fait que lorsqu'il y a suspicion d'abus sexuel, l'enfant doit être interrogé aussi vite que possible par des interviewers donnant le moins d'informations possible tout en encourageant l'enfant à en donner le maximum sous la forme d'un récit, en utilisant des questions ouvertes. Comme l'entrevue par étapes progressives, le protocole du NICHD se présente sous forme d'étapes et couvre toutes les phases de l'entretien, du début à la fin.

Durant la phase d'introduction, l'interviewer se présente, expose à l'enfant la tâche qu'il doit accomplir (décrire même les détails et dire la vérité) et lui explique les règles de base ainsi que les attentes (soit qu'il peut dire qu'il ne se rappelle pas, qu'il ne sait pas, qu'il n'a pas compris ou encore qu'il peut corriger l'interviewer à n'importe quel moment). Durant cette phase, selon les juridictions, l'interviewer doit aussi procéder à l'évaluation de la notion de vérité et de mensonge. La phase de contact (*rapport-building phase*) comprend deux parties. La première sert à créer un environnement détendu et encourageant pour l'enfant et à établir un contact entre celui-ci et l'interviewer. Dans la seconde partie, l'enfant est invité à raconter un récent événement neutre, dans les détails, cela afin de l'entraîner et de le familiariser avec les questions ouvertes et techniques utilisées par la suite. Cette partie lui permet aussi de prendre conscience du niveau de détails qu'on attend de lui. Puis, dans la phase de transition, l'interviewer se sert d'incitations non suggestives et les plus ouvertes possible pour diriger l'enfant sur les événements qui font l'objet de l'entretien. L'interviewer peut alors utiliser des incitations plus précises, de façon très prudente, si l'enfant n'identifie pas les événements. Si l'enfant fait une allégation, la phase du récit libre peut commencer. A ce moment de l'entretien, l'enfant est invité à raconter librement les événements par des invitations et

incitations du type : « *Tell me everything...* ». Une fois le premier récit terminé, pour obtenir plus d'informations et de détails, l'interviewer peut poser des questions ouvertes du type : « *one time or more than one time ?* », « *then what happened ?* », « *Earlier you mentioned a person/objet/action. Tell me everything about that* ». Ensuite, viendra la phase directive. C'est à ce moment seulement, soit après le récit libre, que l'interviewer pourra poser des questions directives, du type « *When did it happen ?* » ou « *What color was that (mentioned) car ?* ». S'il manque des détails cruciaux, l'interviewer pourra poser des questions fermées dont les réponses sont oui/non ou à choix forcé. Il est fortement déconseillé de poser des questions suggestives dont les réponses sont attendues. Les concepteurs du protocole du NICHD ont mis au point un guide très détaillé pour procéder à l'entretien, étape par étape, contenant des exemples de questions et de relances. Ils insistent en outre sur la nécessité d'une formation continue et de supervisions pour assurer la bonne application du protocole. En effet, ils expliquent que la formation continue ne doit pas seulement amener de nouvelles connaissances, mais doit surtout permettre d'asseoir les bonnes pratiques (Arnould, 2008 ; Lamb & al., 2007). Plusieurs études ont démontré l'efficacité de ce protocole, même avec de très jeunes enfants (Cyr, Bruneau, Perron et Vignola, 2005 ; Gudjonsson, Sveinsdottir, Sigurdsson et Jonsdottir, 2010).

3.7 Le local d'audition

Parallèlement à l'entretien en tant que tel, il est important d'interroger l'enfant dans un lieu adapté, spécifiquement conçu pour recevoir des enfants, sans qu'il ne soit trop ludique. La salle ne doit pas contenir trop de jouets en tout en genre dans l'idée que l'interview n'est pas un jeu (Haesevoets, 2000, Orbach et al., 2000). Haesevoets ajoute encore que, dans la mesure du possible, l'enfant devrait être entendu en tête à tête, admettant tout de même la présence de la personne de confiance ou l'expert, et que l'entretien ne devrait pas durer trop longtemps, surtout avec les plus jeunes qui supportent mal une longue période de concentration.

3.8 L'enregistrement vidéo

En marge des techniques d'entretien et protocoles présentés ci-dessus, nous voulions encore aborder la question de l'enregistrement vidéo. Ce support de l'audition de l'enfant n'est pas nouveau. Il est recommandé depuis de nombreuses années déjà et est maintenant largement répandu à travers le monde. Il fait partie intégrante des lignes directrices du Conseil de

l'Europe sur une justice adaptée aux enfants (2010)⁶. L'enregistrement vidéo présente de nombreux avantages. Il évite la répétition des entretiens et par là le risque de victimisation secondaire. Il pare à la contamination du récit et à la théorie selon laquelle la multiplication des entretiens peut affaiblir l'exactitude du rappel et donner lieu à chaque nouvel entretien à des questions suggestives. Par ailleurs, par ce procédé, l'on a accès une restitution fidèle de l'entretien, tant dans les questions posées que dans les réponses obtenues. L'enregistrement vidéo permet en outre d'examiner les attitudes de l'enfant. Il peut aussi être utilisé ultérieurement, dans les tribunaux, évitant à l'enfant de s'y rendre. Par ailleurs, l'interviewer pourra davantage se concentrer sur la discussion dans la mesure où il n'aura pas à prendre de notes. Finalement, l'entretien enregistré sur bande vidéo peut servir à une auto-évaluation de la part de l'interviewer. Comme toute méthode, celle-ci a également ses détracteurs, mais la majorité des spécialistes plaident en sa faveur (de Becker, 2006 ; Yuille, 1992 ; Haesevoets, 2000).

3.9 La crédibilité

Les spécialistes de la question de l'audition de l'enfant cherchent sans cesse à améliorer les techniques utilisées pour obtenir le plus d'informations possible, les plus exactes possible, dans les meilleures conditions possible pour l'enfant (Orbach et al., 2000). Un entretien de qualité sert tant à l'enfant qu'à l'enquête. En effet, tout en voulant protéger l'enfant victime, il ne s'agit pas non plus de condamner un innocent. Ainsi, le pendant de l'audition de l'enfant est l'examen de la crédibilité de ses déclarations. Comme le rappelle Mascotto (2008), procureur à Genève, même recueilli dans les meilleures conditions et selon le protocole EVAS⁷, le récit de l'enfant ne constitue pas encore une preuve éloquente, parce que les particularités des déclarations de l'enfant, liées à son développement psychoaffectif, dépassent le juge. Ainsi, selon les cas, ce dernier confiera encore les déclarations de l'enfant à un expert en vue d'une analyse de celles-ci du point de vue de leur crédibilité. Comme mentionné plus haut, l'expert se servira alors de la grille de validation « SVA », ou « CBCA ». L'analyse « SVA » est basée sur la théorie de Undeutsch (1989), cité par Yuille (1992, p. 90), selon laquelle « la description de vrais souvenirs diffère qualitativement de celle de souvenirs fictifs ou suggérés par une tierce personne ». Yuille présente la liste des 19

⁶ Adoptées par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 17 novembre 2010.

⁷ EVAS- Enfant Victime d'Abus Sexuels. Ce protocole correspond à l'entretien semi-structuré par étapes progressives.

critères utiles à l'analyse⁸. Plus le nombre de critères est élevé (au minimum 8), plus la probabilité que les déclarations soient basées sur des faits réellement vécus est élevée aussi.

En sus de ces 19 critères, l'expert dispose encore d'une liste de vérification laquelle tient compte du comportement de l'enfant (langage, savoirs, affects, gestuelle, suggestibilité, dessins, comportements avec les objets, sexualisation), de la qualité de l'audition (questions suggestives ou directives, pressions), du contexte du dévoilement et d'autres preuves (traces biologiques, témoignages, comportement de l'enfant).

En Suisse, cette technique est admise par la jurisprudence du Tribunal Fédéral, laquelle, dans ses décisions, se réfère à la théorie d'Undeutsch⁹. Notons toutefois que cette méthode est critiquée par certains, les critères utilisés n'étant pas adaptés aux très jeunes enfants. Ainsi, on ne retrouve pas forcément ces critères dans leurs déclarations, ce qui les rend moins crédibles et les désavantage (Buck, Warren, Betman, Brigham, 2002). Van Gijseghem (1992, p. 32) affirme que selon les spécialistes de la question, l'on peut avoir confiance dans les témoignages d'enfants pour autant que

« l'on crée des conditions d'interrogatoire qui permettent à l'enfant de se souvenir de l'information et la rapporter adéquatement, en utilisant des techniques d'interrogatoire conformes à son niveau de développement et que l'on connaisse les caractéristiques affectives et cognitives de l'enfant, surtout de celui qui a pu être victime d'abus sexuel, et, à partir de cette connaissance, que l'on apprécie sa déclaration à sa juste valeur ».

4. Position de la Suisse et pratique dans les cantons de Vaud et Genève

Le 1er janvier 2011, le système juridique suisse a subi de profonds changements et remaniements. En effet, jusqu'ici, si le droit pénal matériel ou « droit de fond », de même que le droit civil matériel étaient l'œuvre de la Confédération, la procédure elle, était du ressort des cantons. Aujourd'hui, les procédures ont été unifiées de sorte que dorénavant, il existe un code de procédure pénale suisse (CPP) et un code de procédure civile (CPC), entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Ainsi, les dispositions de procédure qui se trouvaient autrefois dans la Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) ont été incluses dans le code de procédure pénale suisse cité ci-dessus. C'est le cas particulièrement pour le sujet qui nous

⁸ La liste de 19 critères présentés par Yuille (1992) est reproduite à l'annexe 1

intéresse, « des dispositions particulières concernant la protection des enfants » (art. 41 ss aLAVI) qui ont été intégrées au code de procédure pénale suisse. Si les dispositions particulières concernant la protection des enfants ont été « sorties » de la LAVI, l'essence même de ces articles n'a pas été modifiée. Leur application dans la pratique devrait restée inchangée. C'est pourquoi nous allons étudier la genèse et l'introduction de ces dispositions dans le cadre de l'ancienne LAVI.

4.1 La Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI)

La loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (Loi sur l'aide aux victimes, LAVI) du 4 octobre 1991 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Elle est née d'une initiative populaire lancée le 18 septembre 1980 par le journal « Der Beobachter », dans le but d'améliorer la position des victimes¹⁰. Soucieuse d'une meilleure protection des victimes de délits contre l'intégrité sexuelle, et notamment des victimes mineures, la conseillère nationale Christine Goll a lancé, le 16 décembre 1994, une initiative intitulée « Exploitation sexuelle des enfants. Meilleure protection ». Celle-ci visait, selon l'auteure « ...à améliorer la position des victimes dans les procédures policières et judiciaires, à renforcer leurs droits de même qu'à prévenir de nouveaux traumatismes »¹¹. Elle demandait pour cela que de nouvelles dispositions de procédure spécifiques soient adoptées. Christine Goll a été entendue et suivie par le Conseil national qui a, le 12 décembre 1996, partiellement donné suite à son initiative¹². La Commission des affaires juridiques du Conseil national a alors créé une sous-commission chargée d'examiner les questions que pouvaient soulever les auditions d'enfants victimes d'abus sexuels, tant au niveau psychologique que juridique. Cette évaluation s'est effectuée sous la forme d'un congrès auquel ont participé des pédopsychiatres, des représentants de la protection de l'enfance, des représentants de la justice (avocat et magistrats) et de la police. A la suite de cette consultation, la Commission des affaires juridiques du Conseil national a établi un rapport et un projet visant à modifier la LAVI en vue d'une amélioration de la protection des enfants victimes. Les modifications proposées ont été adoptées le 23 mars 2001

⁹ ATF 128 I 181 = JT 2005 IV 55 ; ATF 129 I 49

¹⁰ FF 2005 6683

¹¹ Goll, Ch. Initiative parlementaire du 16 décembre 1994 « Exploitation sexuelle des enfants. Meilleure protection », annexe 2

¹² Le point 1 de l'initiative a été refusé. Il concernait la suppression du délai de prescription pour les abus sexuels commis sur des enfants de moins de 16 ans.

et sont entrées en vigueur le 1^e octobre 2002¹³. Elle ont été intégrées à la LAVI sous la forme d'une nouvelle section intitulée « *Dispositions particulières concernant la protection de la personnalité des enfants victimes dans la procédure pénale* ». S'agissant de l'audition victime en tant que telle, l'article topique est le suivant :

Art. 10c Audition de l'enfant :

1 L'enfant ne doit en principe pas être soumis à plus de deux auditions sur l'ensemble de la procédure.

2 La première audition doit intervenir dès que possible. Elle est conduite par un enquêteur formé à cet effet, en présence d'un spécialiste. Les parties exercent leurs droits par l'intermédiaire de la personne chargée de l'interrogatoire. L'audition a lieu dans un endroit approprié. Elle fait l'objet d'un enregistrement vidéo. L'enquêteur et le spécialiste consignent leurs observations particulières dans un rapport.

3 Une seconde audition est organisée si, lors de la première, les parties n'ont pas pu exercer leurs droits, ou si cela est indispensable au bon déroulement de l'enquête ou à la sauvegarde de l'intérêt de l'enfant. Dans la mesure du possible, elle doit être menée par la personne qui a procédé à la première audition. Pour le reste, les dispositions de l'al. 2 sont applicables.

4 L'autorité peut exclure la personne de confiance de la procédure, dérogeant ainsi à l'art. 7, al. 1, lorsque cette personne pourrait influencer l'enfant de manière déterminante.

Lors de la révision totale de la LAVI, entrée en vigueur le 23 mars 2007, ces articles ont été repris tels quels dans la nouvelle loi aux articles 41, 42, 43 et 44. Puis, comme mentionné plus haut, un nouveau code de procédure pénale unifiée est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Les dispositions spéciales concernant la protection des enfants ont été reprises, en substance à tout le moins, et intégrées dans le nouveau code. Nous les retrouvons à l'art. 154 du code de procédure pénale sous l'intitulé « Mesures spéciales visant à protéger les enfants » et 319 al. 2 du code de procédure pénale s'agissant du classement de la procédure.

4.2 Application de la législation fédérale dans les cantons de Vaud et Genève

Dans les cantons de Vaud et Genève, pour ce qui est de l'enquête judiciaire, les auditions d'enfants victimes d'abus sexuels sont réalisées par des inspecteurs de police. Nous nous sommes donc intéressés aux auditions d'enfants pratiquées dans le canton de Vaud par la brigade mineurs mœurs du canton et par la brigade des mœurs de la police judiciaire lausannoise. Nous nous sommes aussi intéressés à la pratique dans le canton de Genève. Les informations qui suivent sont essentiellement tirées des entretiens qualitatifs que nous avons

¹³ Loi fédérale sur l'aide aux victimes (Loi sur l'aide aux victimes) (Amélioration de la protection des enfants victimes). Modification du 23 mars 2001. Annexe 3

menés auprès des deux inspectrices du canton de Vaud et du chef de la brigade des mineurs du canton de Genève, ainsi que du visionnement d'auditions.

4.2.1 Le nombre d'auditions

Jusqu'à aujourd'hui, que ce soit dans le canton de Vaud ou Genève, les inspecteurs ne procédaient en principe qu'à une seule audition. Il était apparemment extrêmement rare que les inspecteurs doivent en effectuer une seconde. Il semblerait toutefois qu'avec l'introduction de la nouvelle procédure pénale, cette situation soit amenée à changer. En effet, les droits du prévenu ayant été étendus, il apparaîtrait que les secondes auditions commencent à se généraliser. En théorie, le prévenu et son avocat pourraient même, dans certains cas, assister à la première audition déjà. Les locaux de la police sont équipés (ou vont s'équiper) d'une pièce attenante munie d'une vitre sans tain depuis laquelle le prévenu, son défenseur, le défenseur de l'enfant, éventuellement les familles et autres, peuvent suivre l'audition en direct. Dans le canton de Vaud, c'est en principe l'inspecteur qui a procédé à la première audition qui mène la seconde, alors que dans le canton de Genève, c'est généralement le magistrat en charge du dossier. Lors des auditions en présence d'autres personnes que l'enfant, l'enquêteur et le spécialiste, les questions complémentaires sont soit proposées à l'avance, soit communiquées à l'enquêteur en fin d'audition, cela afin de ne pas perturber, voire « harceler » l'enfant durant l'audition.

4.2.2 Formation des inspecteurs

Tous les inspecteurs procédant à des auditions d'enfants victimes, que ce soit dans le canton de Vaud ou Genève, sont spécialement formés à cet effet. Le mode de formation diffère quelque peu d'un canton à l'autre. Dans le canton de Vaud, la formation des inspecteurs spécialisés dans l'audition des enfants victimes (BMM et PJ) est assurée par des inspecteurs expérimentés, en collaboration avec un psychologue et un avocat (depuis 2011) pour ce qui est de la BMM. Les inspectrices actuellement en charge de cette formation ont elles-mêmes suivi une formation assurée par Van Gijseghem à l'Institut suisse de police. Elles se sont inspirées de celle-ci pour créer leur propre cours, lequel est dispensé sur une période de trois jours environ. Quant au canton de Genève, la formation est organisée en deux temps, sur une période de 6 jours environ. Elle est assurée en partie par Van Gijseghem et en partie par le chef de la brigade des mineurs ainsi qu'un psychologue. Que ce soit dans le canton de Vaud ou Genève, ces formations contiennent une partie théorique et une partie pratique. La

première se centre principalement sur l'enseignement du protocole d'entrevue par étapes progressives et sur l'enseignement d'éléments de psychologie sur le développement de l'enfant. La seconde est constituée de mises en situations. Celles-ci sont fictives et jouées par des enfants. Ces situations sont enregistrées, comme dans la pratique réelle, puis discutées. Les futurs inspecteurs sont par la suite encadrés lors de leurs premières auditions.

La formation continue est encouragée, même si elle n'est pas spécialement prévue selon un cursus. Elle n'est pas obligatoire et se fait au gré des opportunités. A l'heure actuelle, les supervisions ne sont pas prévues non plus. Le canton de Vaud reçoit ponctuellement un spécialiste en victimologie, chargé de visionner les situations qui se sont avérées problématiques et de conseiller les enquêteurs selon ses constatations. Notons encore que si les inspecteurs sont spécialement formés, il n'existe pas encore de groupe de spécialistes. Cela signifie que les inspecteurs formés à l'audition de l'enfant victimes ne procèdent pas qu'à ces auditions, mais exercent parallèlement leur métier d'inspecteur. Ainsi, suivant les situations, comme à Genève notamment, où plus de 90 inspecteurs sont formés à cet exercice, certains ne s'y attèlent que rarement. Pour pallier à ce problème, le canton de Genève a décidé de constituer un groupe de spécialistes, d'une vingtaine d'inspecteurs volontaires. Moins nombreux, ceux-ci pratiqueront plus souvent et seront ainsi mieux aguerris. Ils devront également s'engager à suivre des formations continues et participer à des supervisions. Notons encore qu'ils seront formés à un nouveau protocole, celui du NICHHD. La situation n'est pas la même dans le canton de Vaud où les inspecteurs sont sensiblement moins nombreux.

4.2.3 Le protocole et techniques d'entretien

Pour l'heure, que ce soit dans le canton de Vaud ou Genève, le protocole d'entretien utilisé est celui de « l'entretien semi-structuré par étapes progressives ». L'enseignement de cette méthode est principalement basé sur les enseignements donnés par Van Gijseghem. En pratique, le protocole paraît globalement suivi. Toutefois, il semble que l'étape de mise en relation soit particulièrement courte et que la discussion sur les notions de vérité et mensonge ne soit pour ainsi dire jamais abordée.

Pour ce qui est des techniques d'entretien utilisées au cours de l'audition, en dépit de l'avis de Van Gijseghem, les inspecteurs semblent ne pas utiliser la technique qui consiste à n'avoir aucune information avant l'audition (*Allegation blind interviews*). Cette technique semble

difficile à mettre en pratique dans la mesure où les inspecteurs, qui sont au cœur des enquêtes, ont forcément accès à quelques éléments sur la situation avant de procéder aux auditions.

Pour ce qui est des poupées anatomiquement détaillées, elles ne sont absolument pas utilisées, cette méthode étant considérée comme totalement obsolète.

Après l'entrevue, l'inspecteur doit rédiger un rapport résumant les déclarations de l'enfant, qu'il transmettra au juge.

4.2.4 Le local d'audition

Les locaux d'audition sont des lieux spécialement aménagés pour les auditions d'enfants. Ils sont relativement sobres sans être austères. Il n'y a que peu de jeux. Ils sont généralement constitués de chaises (ou banquettes) disposés autour d'une table basse. La disposition du mobilier est réfléchie afin de s'adapter à l'enfant. Les locaux sont équipés de tout le système vidéo nécessaire. La caméra est orientable, ce qui permet de s'adapter aux différentes situations. Ainsi, lors d'entrevues avec de très jeunes enfants, l'enquêteur est en principe également filmé. Contrairement à Genève et la police judiciaire lausannoise, les locaux de la BMM ne possèdent pas encore de pièce attenante munie d'une vitre sans tain, mais cela ne saurait tarder pour les raisons que nous avons évoquées plus haut.

4.2.5 Le spécialiste

Que ce soit dans le canton de Vaud ou de Genève, le spécialiste est un psychologue. Celui-ci adopte un rôle passif. Il observe le déroulement de l'entretien sans intervenir de quelque manière que ce soit, excepté en cas « d'urgence ». Le rôle du psychologue durant l'audition est d'encadrer la victime et l'observer, veiller à la conformité de l'audition, prévenir la suggestibilité et la victimisation secondaire. A la fin de l'audition, il peut proposer des questions complémentaires. Il devra ensuite établir un court rapport sur le déroulement de l'audition, qui sera également transmis au juge. Dans le canton de Vaud, le spécialiste est présent dans le local d'audition, auprès de l'enfant et de l'enquêteur alors que dans le canton de Genève, il se tient dans la salle attenante, derrière la vitre sans tain. Notons ici que les parents ne sont en principe pas admis dans le local durant l'audition dans le but de ne pas perturber l'enfant, mais ils peuvent en faire la demande.

4.2.6 L'enregistrement vidéo

Les auditions d'enfants victimes d'abus sexuels sont systématiquement enregistrées sur vidéo (son et image). Avant de procéder à l'audition, l'inspecteur demande à l'enfant s'il est d'accord d'être filmé et lui explique le fonctionnement du matériel. En cas de refus, l'audition est transcrite manuellement. L'audition filmée (ou écrite) est ensuite transmise au juge.

5. Exemple d'une « bonne pratique » : La maison des enfants (Barnahus)

La première « Maison des enfants » a ouvert ses portes le 1^{er} novembre 1998 sous l'impulsion de Bragi Gudbrandsson, directeur général de l'Agence gouvernementale pour la protection de l'enfance, à Reykjavik en Islande. Ce concept repose sur un modèle développé il y a plus de 25 ans à Huntsville (Alabama) aux Etats-Unis par le procureur de district, Bud Cramer, « The children's advocacy centre (CAC) ». Selon Gudbrandsson (2010, p. 90) et selon notre traduction, par son nouveau concept, Bud Cramer « désirait en premier lieu obtenir de meilleurs résultats dans la poursuite des criminels, mais il voulait aussi créer des conditions plus humaines pour les enfants qui étaient soumis à de multiples entretiens et examens par la police, les hôpitaux et les services sociaux ». Comme « The children's advocacy centre », La Maison des Enfants est un centre adapté aux enfants (*child-friendly*), multi et interdisciplinaire (Gudbrandsson, 2001).

Selon la brochure de présentation de la Maison des Enfants, un des buts de ce concept est de créer une plateforme de coopération pour les différents services chargés d'enquêter et de traiter les cas d'abus sexuels sur enfants, à savoir les services de justice, police et services sociaux. Il vise aussi à éviter aux enfants de subir divers entretiens et examens par différents services dans différents lieux, à assurer la compétence professionnelle dans la conduite des entretiens ainsi que les connaissances y afférant, à établir des procédures de travail spécifiques dans les cas d'abus sexuels et à assurer à l'enfant victime un traitement approprié au sein d'un environnement qui lui soit adapté. Comme mentionné plus haut, « La Maison des enfants » est constituée d'une équipe interdisciplinaire et peut ainsi offrir différentes prestations. Elle procède à des auditions d'enfants victimes dans le cadre d'enquêtes judiciaires, aux examens médicaux et à l'évaluation des situations pour soutenir les services sociaux dans l'orientation de leur prise en charge. Elle offre aussi des traitements

thérapeutiques, des conseils aux parents et des informations générales sur le thème de l'abus sexuel.

Les auditions d'enfants sont réalisées à la demande d'un juge et sous sa direction. Elles ont lieu dans un local de la Maison des enfants, spécialement adapté pour ces circonstances. Des représentants de la police, du service de la protection de l'enfance, de l'accusation, l'avocat de la défense, l'avocat de l'enfant et le juge sont présents lors de l'entretien mais dans une autre pièce. L'enfant est seul dans une pièce avec l'interviewer spécialisé. Les autres personnes présentes suivent l'entretien par télévision interposée. Ils peuvent directement poser des questions par le biais de l'interviewer (Gudbrandsson, 2010 ; Gudjonsson et al, 2010). Les entretiens sont menés selon un guide largement basé sur le protocole du NICHD (Gudjonsson et al., 2010). La maison des Enfants a été reconnue « best practice » par l'Alliance Internationale Save the Children en 2002 (Gudbrandsson, 2010) et comme exemple de bonne pratique par le Conseil de l'Europe. Ce concept a été largement reçu en dehors de l'Islande, plus particulièrement en Suède, en Norvège, au Danemark et en Finlande où des centres similaires à la « Maison des enfants » ont également vu le jour (Gubrandsson, 2010).

6. Discussion

A partir des résultats obtenus, nous pouvons constater que dans sa législation, la Suisse respecte de façon satisfaisante les apports de la recherche en matière de l'audition de l'enfant victime. Les dispositions introduites en 2002 dans la LAVI, puis dans le code de procédure pénale suisse, respectent les résultats de la recherche et les recommandations internationales en la matière, si l'on se réfère par exemple aux lignes directrices sur une justice adaptée aux enfants adoptées en 2010. En effet, celles-ci prévoient un nombre limité d'auditions et qu'elles soient menées le plus rapidement possible par des personnes spécialement formées à cet effet. Elles prévoient aussi que ces auditions se déroulent dans des locaux appropriés et qu'elles soient filmées. Pour ce qui est de la pratique, des auditions que nous avons visionnées et de nos entretiens, il ressort que, de façon générale, les inspecteurs des cantons de Vaud et Genève respectent le protocole qui leur a été enseigné. Il semble toutefois ne pas prêter suffisamment attention à la phase de mise en relation avec l'enfant. Or ce moment de l'audition est capital. Ce premier contact permet tant à l'enfant qu'à l'enquêteur de s'approprier. Il a été démontré que les enfants étaient réticents à l'idée de son confier à un

inconnu (Lamb et al., 1998). Il paraît donc important de tenter de le mettre en confiance. Par ailleurs, l'enfant n'a pas le temps de s'acclimater à la situation, ni, à notre sens, de comprendre tous les tenants et les aboutissants de la démarche. Selon nos visionnements et l'un de nos interlocuteurs, les inspecteurs ne se préoccupent pas vraiment de savoir si l'enfant se sent prêt à parler et s'il est d'accord avec le fait de parler. Cette « omission » est évidemment bien compréhensible de la part d'enquêteurs chargés de recueillir les déclarations de l'enfant, mais un tel « oubli » ne respecte pas les droits de l'enfant. En effet, si l'enfant a le droit fondamental de s'exprimer, il a également le droit fondamental de se taire. L'évaluation de cette question pourrait se faire lors de la première étape de l'entrevue. Finalement, au vu de la recherche, il nous paraîtrait opportun de recourir à la technique qui consiste à aborder les notions de vérité et de mensonge avec l'enfant et leurs conséquences.

Le protocole actuellement utilisé, contrairement au protocole du NICHD, ne prévoit pas d'étape « d'entraînement » au récit libre. Or, il a été démontré que cela était particulièrement utile pour obtenir de meilleurs résultats par la suite. Il s'agit d'entraîner la mémoire épisodique, qui, comme nous l'avons vu peut s'avérer défaillante, surtout chez les plus jeunes (Lamb et al., cité par Arnould, 2009). Nous avons aussi appris que la formation continue et les supervisions n'étaient pas de mise dans nos cantons, actuellement à tout le moins. Sans remettre en cause la méthode actuelle, nous pouvons observer qu'elle est basée sur de travaux relativement anciens. C'est pourquoi nous nous sommes penchés sur le protocole du NICHD développé beaucoup plus récemment. Nous nous sommes intéressés aux avantages qu'il pouvait apporter aux méthodes déjà en place. Dans un article résumant une étude menée par Lamb et collègues, cité par Arnould (2009), se proposant de comparer deux procédures connues, soit le Memorandum of Good Practice, développé en Grande Bretagne par le Home Office, et le protocole du NICHD, trois différences entre ces deux protocoles ont été répertoriées, soit que a) le protocole du NICHD réserve une partie de l'entretien afin que l'enfant puisse s'exercer au récit libre, b) qu'il propose des guides concrets et détaillés pour procéder à l'entretien, et c) que le protocole du NICHD mise sur la formation continue et la supervision des enquêteurs. Les résultats de l'étude, livrés par Arnould (2009), montrent que les entretiens menés à l'aide du protocole du NICHD contiennent proportionnellement plus de questions ouvertes et proportionnellement moins de questions dirigées, à option et suggestives que ceux menés avec le Memorandum of Good Practice. Par ailleurs, les enquêteurs introduisent le questionnaire ciblé plus tardivement au cours des entretiens quand ils

utilisent le protocole du NICHHD. En outre, les enfants interrogés au moyen du protocole du NICHHD ont donné un plus grand nombre de détails avant que ne soit posée la première question à option ou suggestive. Pour les auteurs de l'étude, ces avantages sont dûs aux trois caractéristiques évoquées plus haut. A notre sens, nous pouvons observer exactement les mêmes différences entre l'entretien semi-structuré par étapes progressives, tel qu'il est pratiqué dans les cantons de Vaud et Genève, et le protocole du NICHHD. Dès lors, en nous basant sur ces résultats, nous pouvons, sans trop nous avancer, conclure au fait que le protocole du NICHHD apporterait sans doute un nouvel éclairage bénéfique dans nos cantons. Il insiste notamment plus sur la première phase de l'entretien ce qui pourrait sensibiliser les enquêteurs à son utilité. Il prévoit en particulier la formation continue et les supervisions ce qui nous paraît capital. C'est d'ailleurs dans cette direction que se dirige le canton de Genève.

S'agissant des formations de base, elles semblent diverses et variées, ce qui nous laisse quelque peu perplexes. En effet, si nous sommes convaincus de la qualification et de la motivation des personnes en charge de la formation des futurs inspecteurs de la BMM et de la PJM, il n'en reste pas moins qu'elles restituent des informations reçues par d'autres professionnels et qu'il existe ainsi un risque de dilution de l'information.

Le concept de la Maison des Enfants offre de nombreux avantages selon nous. D'abord par sa philosophie et la place qu'il entend donner à l'enfant et sa famille. En effet, en comparaison à ce qu'il peut se passer en Suisse, dans le canton de Vaud à tout le moins, l'enfant n'a pas à se rendre dans différents lieux ou services pour les besoins de l'enquête et même par après, pour une éventuelle prise en charge thérapeutique. Dans le canton de Vaud, cet enfant devra se déplacer à des multiples endroits (service de police, cabinet médical, services sociaux...). Même si le canton de Vaud est un petit canton et que les déplacements ne posent généralement pas de problème logistique, il n'en reste pas moins que chacun de ceux-ci représente une démarche difficile pour l'enfant. Il est à chaque fois confronté à de nouveaux lieux et de nouveaux interlocuteurs. Or, cela représente un facteur de stress pour celui-ci (Gudbrandsson, 2010). Par ailleurs, un tel concept permettrait aussi une meilleure collaboration entre les différents services concernés lors d'une situation d'abus sexuel sur un enfant. Or, chacun s'accorde à dire que les situations d'abus sexuels nécessitent une prise en charge globale. Il représente aussi un lieu d'échange de connaissances interdisciplinaire, centré sur l'enfant, forcément enrichissant pour les uns et les autres. Lors d'un stage effectué

au sein d'un office de protection des mineurs du canton de Vaud, nous avons pu constater à quel point la collaboration entre les différents services était difficile, délicate et compliquée. Nous avons pu voir que cela pouvait engendrer des situations intolérables pour les enfants et leurs familles qui pourraient, peut-être, être amoindries par l'émergence d'un tel concept en Suisse. En outre, pour ce qui est de l'audition de l'enfant victime, il nous paraît intéressant que le magistrat y assiste. En effet, cela lui permet de poser directement les questions qui pourraient lui être utiles. Celles qui intéressent les enquêteurs ne sont pas forcément les mêmes qui intéressent un magistrat.

7. Conclusion

L'audition de l'enfant victime d'abus sexuel est une démarche très complexe et délicate. Elle soulève de multiples questions liées à l'enfant, à son interlocuteur, aux techniques d'entretien utilisées et aux enjeux qui en découlent. Mal exécutée, elle peut engendrer des dommages dramatiques tant pour l'enfant que pour l'accusé. Elle nécessite donc professionnalisme, rigueur et sérieux. Nous pouvons constater que, depuis 2002, la Suisse a intégré dans sa législation des dispositions relativement précises sur la protection des enfants victimes et sur les mesures à prendre lors de leur audition. Il ressort du rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national que ces dispositions sont basées sur les résultats de la recherche en matière d'audition d'enfants victimes. Ainsi, nous pouvons dire que la Suisse possède une législation adéquate, laquelle tient compte des particularités liées aux auditions d'enfants victimes. Nous avons également vu que ces dispositions sont effectivement appliquées dans la pratique, à tout le moins dans les cantons de Vaud et Genève et ce, par des personnes soucieuses de leur travail. Les inspecteurs procédant à ces auditions y sont spécialement formés et accompagnés d'un spécialiste. En outre, en matière d'abus sexuels, les auditions d'enfants sont dûment filmées, notamment pour respecter les droits de la défense, et limitées à leur strict minimum pour éviter au maximum de nouveaux traumatismes pour l'enfant. Toutefois, la loi fédérale topique laissant les cantons complètement libres dans leur conception de la formation, nous ne sommes pas assurés de la qualité de celle-ci. Il serait sans doute bénéfique d'uniformiser quelque peu la formation en introduisant, par exemple, des standards minimums. Par ailleurs, les formations continues n'étant pas clairement prévues, bien qu'elles soient vivement encouragées, certains inspecteurs n'en feront sans doute pas ou peu, notamment par manque de temps. Comme les supervisions ne sont pas prévues non plus,

les intéressés n'ont finalement que peu d'opportunités pour se remettre en question et progresser selon leurs besoins. Nous ne pouvons qu'encourager l'introduction ou l'intensification de ces mesures pour encore améliorer la qualité des entretiens, notamment, comme le préconisent Lamb et al. (2007), en s'assurant de la bonne application des théories enseignées, ce que le canton de Genève s'apprête toutefois à faire avec la création de son groupe de spécialistes.

En marge des avantages qu'il peut présenter au niveau des auditions, il apparaît qu'un concept tel que celui de « la Maison des enfants-Barnahus » permette une prise en charge globale adéquate et particulièrement adaptée aux enfants et leur famille. En effet, la philosophie d'un tel projet exige des différents services qu'ils s'adaptent à l'enfant et non l'inverse ; il permet ainsi de placer l'enfant et sa famille au centre des préoccupations, soit à la juste place qu'ils méritent.

Références bibliographiques

- Arnould, F. (2008). *Interroger les enfants victimes d'agressions sexuelles: le protocole NICHD, version 2007*. Récupéré sur un site du CNRS :
http://psychotemoins.veille.inist.fr/spip.php?article229&var_recherche=NICHD
- Arnould, F. (2009). *Recueillir le témoignage d'enfants agressés sexuellement : deux procédures comparées*. Récupéré sur un site du CNRS :
http://psychotemoins.veille.inist.fr/spip.php?article358&var_recherche=Memorandum
- Berthet, G. et Monnot, C. (2007). L'audition du mineur victime: recueil de la parole de l'enfant par la police. *Enfance et psy*, 3 (36), 80-92. doi: 10.3917/ep.036.0080
- Buck, J. A, Warren, A. R., Betman, S. I. et Brigham J.C. (2002). Age differences in Criteria-Based Content Analysis scores in typical child sexual abuse interviews. *Applied Developmental Psychology*, 23, 267-283.
- Ceci, J. et Bruck, M. (1998). L'enfant-témoin: une analyse scientifique des témoignages d'enfants (M. Gottschalk, trad.). Bruxelles, Belgique: Editions De Boeck Université. (Ouvrage original publié en 1995 sous le titre *Jeopardy in the courtroom: A scientific analysis of children's testimony*. Washington, DC: American Psychological Association).
- Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007* [RS 312.0]
- Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. (2010). *Lignes directrices sur une justice adaptée aux enfants*. Récupéré sur le site du Conseil de l'Europe :
http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/childjustice/default_fr.asp
- Conseil fédéral. (2005). *Message concernant la révision totale de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infraction*, FF 2005 6683.
- Convention relative aux droits de l'enfant*. (1989). Etat au 8 avril 2010 [RS 0.107]

Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. (2007). Récupéré sur le site de Conseil de l'Europe : http://www.coe.int/t/dg3/children/lin5/default_fr.asp

Cyr, M., Bruneau, G., Perron, P. et Vignola, V. (2007). Application d'un protocole d'entrevue d'investigation auprès de jeunes victimes d'agressions sexuelles: résultats d'une expérience québécoise. Dans M. Tardif (dir.), *L'Agression Sexuelle: coopérer au-delà des frontières, Cifas 2005* (p. 493-506). Montréal, Canada : Cifas-Institut Philippe-Pinel de Montréal. Récupéré sur le site de l'Institut : <http://www.cifas.ca/>

Cronch, L. E., Viljoen, J.L. et Hansen, D.J. (2006). Forensic interviewing in child sexual abuse cases: Current techniques and future directions. *Agression and Violent Behavior*, 11 (3), 195-207. doi: 10.1016/j.avb.2005.07.009

De Becker, E. (2006). Allégations d'abus sexuels sur mineurs d'âge : l'évaluation, sa méthodologie et ses finalités. *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence* 54, 142-149, doi : 10.1016/j.neurenf.2005.10.008

Dion, J. et Cyr, M. (2007). Différences individuelles et techniques d'entrevue : effets sur la déclaration d'une agression sexuelle. Dans M. Tardif (dir.), *L'Agression Sexuelle: coopérer au-delà des frontières, Cifas 2005* (p. 469-492). Montréal, Canada : Cifas-Institut Philippe-Pinel de Montréal. Récupéré sur le site de l'Institut : <http://www.cifas.ca/>

Eisen, M.L., Qin, J., Goodman, G.S. et Davis, S.L. (2002). Memory and suggestibility in maltreated children: Age, stress arousal, dissociation, and psychopathology. *Journal of Experimental Child Psychology*, 83, 167-212.

Everson, D.M. et Sandoval, J. M. (2011). Forensic child sexual abuse evaluations: Assessing subjectivity and bias in professional judgements. *Child Abuse & Neglect*, 35, 287-298. doi: 10.1016/j.chiabu.2011.01.001

- Finkelhor, D. (1994). Current Information on the Scope and Nature of Child Sexual Abuse. *The future of children*, 4 (2), 31-53.
- Flückiger, I. (2000). *Enfants maltraités. Intervention sociale*. Lausanne, Suisse: Editions EESP.
- Goodman-Brown, T. B., Edelstein, R. S., Goodman, G. S., Jones, D. P. H. et Gordon D. S. (2003). Why children tell: a model of children's disclosure of sexual abuse. *Child Abuse & Neglect*, 27, 525-540. doi: 10.1016/S0145-2134(03)00037-1
- Groupe de travail Enfance maltraitée. (1992). *Enfance maltraitée en Suisse*. Rapport final présenté au Chef du Département fédéral de l'intérieur par le Groupe de travail Enfance maltraitée. Berne, Suisse : Office central des imprimés et du matériel.
- Gudbrandsson, B. (2001), *The Icelandic Center for Child Sexual Abuse*, récupéré le 8 avril 2011 sur : <http://www.childcentre.info/12721/>
- Gudbrandsson, B. (2010). Towards a child-friendly justice and support for child victims of sexual abuse. Dans Council of Europe programme "Building a Europe for and with children". *Protecting children from sexual violence: A comprehensive approach* (p. 82-96). Strasbourg, France: Council of Europe Publishing.
- Haesevoets, Y-H. (2000). *L'enfant en questions: de la parole à l'épreuve du doute dans les allégations d'abus sexuels*. Editions De Boeck Université.
- Haesevoets, Y-H. et Rees, A. (1998). *Comment auditionner les enfants? Guide didactique destiné aux professionnels*. Bruxelles, Belgique: Fondation Roi Baudoin et AMADE.
- Halpérin, D. S., Bouvier, P., Jaffé, P. D., Mounoud, R.-L., Pawlak, C., Laederach, J., Rey Wicky, H., et Astié, F. (1997). Principaux résultats de l'étude de prévalence de Genève. Dans D. S. Halpérin, P. Bouvier, et H. Rey Wicky (dir.), *A contre-cœur, à contre-corps. Regards pluriels sur les abus sexuels d'enfants* (p. 53-63). Genève: Médecine & Hygiène.

- Jaffé, Ph. D. (2010). *Nature, ampleur et conséquences de la violence envers les enfants* [Presentation Powerpoint]. Cours donnée à l'Institut Universitaire Kurt Bösch, Bramois, Suisse.
- Johnson, C.F. (2004). Child sexual abuse. *The Lancet*, 364, 462-470.
- Jones, D.P.H et Krugman R. D. (1986). Can a three-year-old child bear witness to her sexual assault and attempted murder? *Child Abuse & Neglect*, 10, 253-258.
- Lamb, M. E., Orbach, Y., Hershkowitz, I., Esplin, P. W. et Horowitz, D. (2007). A structured forensic interview protocol improves the quality and informativeness of investigative interviews with children: A review of research using the NICHD Investigative Interview Protocol. *Child Abuse & Neglect*, 31 (11-12), 1201-1231.
- Lamb, M. E., Sternberg K. J. et Esplin P. W. (1998). Conducting investigative interviews of alleged sexual abuse victims. *Child Abuse & Neglect*, 22 (8), 813-823.
- Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions* (Lavi). *Amélioration de la protection des enfants victimes*. Modification du 23 mars 2001 [RO 2002 2997]
- Lopez, G. (1997). *Les violences sexuelles sur les enfants*. Paris, France. Presses Universitaires de France.
- May-Chahal, C. et Herczog, M. (2003). Introduction et aperçu de l'abus sexuel d'enfant en Europe. Dans C. May-Chahal et M. Herczog (dir.). *L'abus sexuel des enfants en Europe* (p. 3-42). Strasbourg, France. Les Editions du Conseil de l'Europe.
- Office fédéral des assurances sociales (OFAS). (2005). Violence envers les enfants: concept pour une prévention globale. *Famille & Société: hors série du bulletin Questions Familiales*. Récupéré sur le site de la Confédération : <http://www.bsv.admin.ch>

- Orbach, Y., HersHKovitz, I., Lamb, M. E., Sternberg, K. J., Esplin, P. W., & Horowitz, D. (2000). Assessing the value of structured protocols for forensic interviews of alleged child abuse victims. *Child Abuse & Neglect*, 24, 733-752.
- Orbach, Y. et Lamb, M. E. (1999). Assessing the accuracy of a child's account of sexual abuse: a case study. *Child Abuse & Neglect*, 23 (1), 91-98.
- Poole D. A., Bruck M. et Pipe, M.-E. (2011). Forensic Interviewing Aids: Do Props Help Children Answer Questions About Touching ? *Current Directions in Psychological Science*, 20 (1), 11-15. doi: 10.1177/09637214103888804
- Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 23 août 1999* [FF 2000 3510].
- Schönbucher, V., Maier, T., Held, L., Mohler-Kuo, M., Schnyder, U., et Landolf, M. A. (2011). Prevalence of child sexual abuse in Switzerland: a systematic review. *Swiss Medical Weekly*, 140, E1-E8. doi: 10.4414/smw.2011.13123
- The Children's house brochure*. Récupéré sur le site de l'Agence gouvernementale pour la protection de l'enfance en Islande: <http://www.bvs.is/>
- Van Gijseghem, H. (1992). Particularités du témoignage de l'enfant victime d'abus sexuel. Dans H. Van Gijseghem (dir.). *L'enfant mis à nu L'allégation d'abus sexuel: la recherche de la vérité* (p. 17-41). Montréal, Canada: Editions du Méridien.
- Van Gijseghem, H. (2005). Le long oubli des agressions sexuelles commises sur les enfants. *Psychologie Québec*, 22, 14-17. Récupéré sur le site de l'ordre des psychologues du Québec : http://www.ordrepsy.qc.ca/pdf/PsyQc_Dossier_Oubli_Mars05.pdf
- Vrij, A. (2005). Criteria-based Content Analysis: A Qualitative Review of the First 37 Studies. *Psychology, Public Policy, and Law*, 11 (1), 3-41. doi: 10.1037/1076-8971.11.1.3

Wood J.M. et Garven, S. (2000). How Sexual Abuse Interviews Go Astray: Implications for Prosecutors, Police, and Child Protection Services. *Child Maltreatment*, 5 (2), 109-118.

Yuille, J.C. (1992). L'entrevue de l'enfant dans un contexte d'investigation et l'évaluation systématique de sa déclaration. Dans H. Van Gijsegheim (dir. et trad.). *L'enfant mis à nu. L'allégation d'abus sexuel. La recherche de la vérité* (p. 67-113). Montréal, Canada: Editions du Méridien.

Zermatten, J. (2005). L'intérêt supérieur de l'enfant. Dans DEI-France. 9^e Journée d'étude de *Dei-France : L'intérêt supérieur de l'enfant – Leurre ou levier au service de ses droits ?* Récupéré sur le site de DEI-France: <http://www.dei-france.org/>

ANNEXE 1

Critères de l'analyse de contenu¹⁴

A. Caractéristiques générales :

1. La cohérence du récit
2. La verbalisation spontanée
3. Les détails en quantité suffisante

B. Caractéristiques spécifiques :

4. L'enchâssement contextuel
5. Les descriptions d'interactions
6. Le rappel de conversations
7. Des références à des complications inattendues

C. Particularités du contenu

8. Des détails inusités
9. Des détails périphériques
10. Des détails non compris rapportés de manière exacte
11. Des références à des incidents extérieurs
12. Des références à ses propres états psychologiques
13. Une attribution d'un état psychologique à l'auteur

D. Contenus relatifs aux motivations de la déclaration

14. Des corrections spontanées
15. Un aveu de trous de mémoire
16. Des doutes sur sa propre déclaration
17. Une désapprobation de sa propre participation
18. Le fait d'excuser l'abuseur

E. Eléments spécifiques concernant le délit

19. Caractéristiques spécifiques du délit

¹⁴ Basé sur Steller et Köhnken (1989) et Raskin et Yuille (1989), cités par Yuille (1992)

ANNEXE 2

94.441 - Exploitation sexuelle des enfants. Meilleure protection - Cur... http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=1..



L'Assemblée fédérale - Le Parlement suisse

Curia Vista - Objets parlementaires

94.441 – Initiative parlementaire

Exploitation sexuelle des enfants. Meilleure protection

Déposé par



Goll Christine

Date de dépôt

16.12.1994

Déposé au

Conseil national

Etat des délibérations

Liquidé

Texte déposé

Me fondant sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je demande, par le biais d'une initiative parlementaire conçue en termes généraux, que le Code pénal et la loi sur l'aide aux victimes d'infractions soient complétés par des dispositions de procédure pour une meilleure protection des victimes de délits sexuels, notamment dans les cas d'exploitation sexuelle d'enfants.

Il convient d'insérer les dispositions suivantes dans la législation fédérale:

1. Le délai de prescription pour les abus sexuels commis sur des enfants de moins de 16 ans doit être supprimé.
2. Il y a lieu de renoncer à interroger la victime plusieurs fois sur le déroulement des faits.
3. L'interrogatoire doit être enregistré à l'aide de moyens techniques (vidéo).
4. La confrontation entre la victime et l'auteur de l'acte doit être évitée dans le cadre de la procédure.
5. L'audition d'un enfant victime d'une exploitation sexuelle doit être menée par des personnes au bénéfice d'une formation spéciale.
6. Les autorités judiciaires et les organes chargés de l'enquête appelés à traiter les cas d'enfants victimes d'une exploitation sexuelle doivent recevoir une formation spécifique.
7. Il convient d'améliorer l'information des victimes sur leurs droits.
8. Les conditions-cadres pour le droit à un dédommagement et à une réparation du tort moral doivent être améliorées.
9. Il y a lieu d'introduire des règles en matière d'administration des preuves qui excluent

une "complicité" de la victime à la décharge de l'auteur de l'acte.

Développement

Les rapports établis par des groupes de travail d'experts sur l'exploitation sexuelle des enfants ainsi que les auditions menées par la Commission des affaires juridiques du Conseil national à l'occasion du traitement du rapport sur l'enfance maltraitée en Suisse (groupe de travail Enfance maltraitée, rapport final présenté au chef du Département fédéral de l'intérieur, Berne, 1992) démontrent incontestablement que la révision, entrée en vigueur en 1992, des dispositions du Code pénal en matière d'atteinte à l'intégrité sexuelle se répercute de manière négative sur les personnes ayant été victimes d'abus sexuels dans leur enfance. C'est ainsi que des praticiens du droit, du conseil et de la thérapie confirment que la révision de la loi diminue la protection de l'intégrité sexuelle des enfants.

L'abaissement du délai de prescription pour les abus sexuels commis sur des enfants, qui a été ramené de dix à cinq ans, constitue l'un des effets négatifs de la révision. Comme le demandait déjà une motion déposée en décembre 1992, le délai de prescription doit être supprimé dans l'intérêt des victimes d'exploitation sexuelle. En règle générale, l'élaboration des expériences traumatisantes vécues dans l'enfance et le rétablissement de la confiance en soi nécessitent un processus long de plusieurs décennies. Les intéressés ne dévoilent donc souvent que plusieurs années après, à l'âge adulte, les sévices qu'ils ont subis dans leur enfance. Ce n'est qu'à partir de ce moment qu'ils peuvent demander justice ou faire valoir des droits à une réparation du tort moral. Vu sous cet angle, l'abaissement du délai de prescription laisse le champ libre aux auteurs d'abus sexuels.

L'abaissement de dix à cinq ans du délai de prescription (art. 187 ch. 5 du Code pénal en matière d'atteintes à l'intégrité sexuelle) va à l'encontre des intérêts des victimes. En effet, la plupart des intéressés se taisent sous la contrainte de leurs abuseurs; aussi, du courage ainsi qu'un soutien approprié leur sont-ils souvent nécessaires pour rompre le silence. Par ailleurs, les personnes victimes d'abus sexuels au cours de leur enfance développent généralement une stratégie de survie consistant à refouler les violences qu'ils ont subies, c'est pourquoi l'existence de tels sévices n'apparaît que plusieurs années plus tard lors de consultations médicales ou psychothérapeutiques.

Les propositions énumérées aux chiffres 2 à 9 devraient contribuer à améliorer la position des victimes dans les procédures policières et judiciaires, à renforcer leurs droits de même qu'à prévenir de nouveaux traumatismes.

A ce jour, nous ne disposons pas encore de données suffisantes concernant les effets du nouveau droit sur la pratique. Les milieux spécialisés sont toutefois régulièrement confrontés à des cas d'exploitation sexuelle d'enfants dans lesquels les victimes n'obtiennent pas satisfaction en raison de l'insuffisance de la protection juridique actuelle. Il est démontré que chaque année, en Suisse, des milliers d'enfants subissent des abus sexuels. Des études scientifiques assimilent l'exploitation sexuelle des enfants à un abus de pouvoir exercé en grande majorité par des personnes de sexe masculin, sur des filles et également sur des garçons. En effet, les auteurs de 95 pour cent des délits commis sur des filles et de 80 pour cent des délits commis sur des garçons sont des hommes. Ce problème était déjà connu lors des travaux de révision du Code pénal en matière d'atteintes à l'intégrité sexuelle, mais, selon toute vraisemblance, il n'a pas été suffisamment pris en compte par le législateur. En conséquence, il y a lieu d'adapter le Code pénal et, le cas échéant, la loi sur l'aide aux victimes d'infractions aux nouvelles constatations tirées de la pratique en uniformisant les dispositions de procédure.

Il est impératif d'accorder aide et assistance aux intéressés qui en font la demande.

Ceux-ci sont en l'occurrence toujours plus nombreux à briser un tabou, dans la mesure où ils ne désirent pas garder plus longtemps le silence sur les sévices dont ils ont été les victimes. Il est donc d'autant plus nécessaire qu'ils bénéficient d'un soutien sous la forme de mesures concrètes dans la pratique et de bases légales. Pour ce faire, la priorité doit être accordée au financement de projets dans le domaine de la prévention, du conseil et des structures d'accueil dans les situations de détresse. Aujourd'hui, le Code pénal en

matière d'atteintes à l'intégrité sexuelle protège les coupables et non les victimes. Les efforts entrepris à l'heure actuelle dans le domaine de l'assistance médicale, sociale, thérapeutique ou du conseil demeurent de loin insuffisants, que ce soit pour une réhabilitation complète des victimes ou pour une prévention efficace. Des mesures sont également nécessaires au niveau politique. Il convient donc de réprimer l'exploitation sexuelle des enfants et de combler les vides juridiques importants en la matière. Un examen de la pratique cantonale sur les effets de la révision du Code pénal en matière d'atteintes à l'intégrité sexuelle permettrait de modifier le Code pénal compte tenu des nouvelles expériences faites dans ce domaine sous divers points de vue.

Chronologie / procès-verbaux

Date	Conseil	
13.06.1996	CN	Les délibérations sont renvoyées à la session d'automne 1996.
03.10.1996	CN	Il n'est pas donné suite au chiffre 1 de l'initiative; il est par contre donné suite aux chiffres 2 à 9.
18.12.1998	CN	Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé de deux ans.

Projet 1

Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) (Amélioration de la protection des victimes de moins de seize ans)

Date	Conseil	
05.10.2000	CN	Décision conforme aux nouvelles propositions de la commission.
06.12.2000	CE	Divergences.
20.03.2001	CN	Adhésion.
23.03.2001	CN	La loi est adoptée au vote final.
23.03.2001	CE	La loi est adoptée au vote final.
		Feuille fédérale 2001 1260; délai référendaire: 12 juillet 2001
		Recueil officiel des lois fédérales 2002 2997

Commissions concernées

Commission des affaires juridiques CN (CAJ-CN)
Proposition: Traitement des divergences
 Commission des affaires juridiques CE (CAJ-CE)
Proposition: Entrer en matière

Catégorie objet CN

IV, Bref débat (Art. 48 GRN)

Conseil prioritaire

Conseil national

Descripteurs (en allemand): Aide

sexuelle Gewalt Kind Verjährung Strafgesetzbuch Militärstrafrecht Opferhilfe

Indexation complémentaire:

Recht; Sexualstrafrecht; Strafrecht; Sexualdelikt

Compétence

Parlement (Parl)

Objets apparentés

96.3199

Vous êtes ici: Le Parlement suisse > Recherche > Geschaefte

© Le Parlement suisse / CH - 3003 Berne, Impressum, Disclaimer

ANNEXE 3

Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (Loi sur l'aide aux victimes) (Amélioration de la protection des enfants victimes)

Modification du 23 mars 2001

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national,
du 23 août 1999¹,
vu l'avis du Conseil fédéral du 20 mars 2000²,
arrête:*

I

La loi du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes³ est modifiée comme suit:

Préambule

vu les art. 64^{bis} et 64^{ter} de la constitution⁴,

...

Art. 5, al. 4, 2^e et 3^e phrases et al. 5

⁴ ... Elles tiennent compte autrement du droit du prévenu d'être entendu. Toutefois, lorsque ce droit ne peut être garanti autrement ou qu'un intérêt prépondérant de la poursuite pénale l'exige de manière impérieuse, la confrontation peut être ordonnée.

⁵ Lorsqu'il s'agit d'infractions contre l'intégrité sexuelle, une confrontation ne peut être ordonnée contre la volonté de la victime que si le droit du prévenu d'être entendu ne peut être garanti autrement.

Section 3a

Dispositions particulières concernant la protection de la personnalité des enfants victimes dans la procédure pénale

Art. 10a Définition de l'enfant

Aux art. 10b à 10d, on entend par enfant la victime qui est âgée de moins de 18 ans au moment de l'ouverture de la procédure pénale.

¹ FF 2000 3510

² FF 2000 3531

³ RS 312.5

⁴ Ces dispositions correspondent aux art. 123 et 124 de la Constitution du 18 avril 1999 (RS 101).

Art. 10b Confrontation entre le prévenu et l'enfant

¹ Lorsqu'il s'agit d'infractions contre l'intégrité sexuelle, les autorités ne peuvent confronter l'enfant avec le prévenu.

² Lorsqu'il s'agit d'autres infractions, la confrontation est exclue lorsqu'elle pourrait entraîner un traumatisme psychique pour l'enfant.

³ La confrontation est réservée lorsque le droit du prévenu d'être entendu ne peut être garanti autrement.

Art. 10c Audition de l'enfant

¹ L'enfant ne doit en principe pas être soumis à plus de deux auditions sur l'ensemble de la procédure.

² La première audition doit intervenir dès que possible. Elle est conduite par un enquêteur formé à cet effet, en présence d'un spécialiste. Les parties exercent leurs droits par l'intermédiaire de la personne chargée de l'interrogatoire. L'audition a lieu dans un endroit approprié. Elle fait l'objet d'un enregistrement vidéo. L'enquêteur et le spécialiste consignent leurs observations particulières dans un rapport.

³ Une seconde audition est organisée si, lors de la première, les parties n'ont pas pu exercer leurs droits, ou si cela est indispensable au bon déroulement de l'enquête ou à la sauvegarde de l'intérêt de l'enfant. Dans la mesure du possible, elle doit être menée par la personne qui a procédé à la première audition. Pour le reste, les dispositions de l'al. 2 sont applicables.

⁴ L'autorité peut exclure la personne de confiance de la procédure, dérogeant ainsi à l'art. 7, al. 1, lorsque cette personne pourrait influencer l'enfant de manière déterminante.

Art. 10d Classement de la procédure

¹ Exceptionnellement, l'autorité chargée de l'administration de la justice pénale peut classer la procédure pénale:

- a. si l'intérêt de l'enfant l'exige impérativement et qu'il l'emporte manifestement sur l'intérêt de l'Etat à la poursuite pénale, et
- b. si l'enfant ou, en cas d'incapacité de discernement, son représentant légal donne son accord.

² Dans les cas visés à l'al. 1, les autorités compétentes veillent à ce que des mesures de protection de l'enfant soient, si nécessaire, ordonnées.

³ La décision relative au classement prise en dernière instance cantonale peut faire l'objet d'un pourvoi en nullité au Tribunal fédéral. Le prévenu, l'enfant ou son représentant légal, et l'accusateur public ont qualité pour recourir.

Art. 18, al. 1

¹ La Confédération encourage la formation spécifique du personnel des centres de consultation et des personnes chargées de l'aide aux victimes. Elle tient compte des besoins particuliers des enfants victimes d'infractions contre leur intégrité sexuelle. Elle accorde des aides financières à cet effet.

II

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil national, 23 mars 2001

Le président: Peter Hess
Le secrétaire: Ueli Anliker

Conseil des Etats, 23 mars 2001

La présidente: Françoise Saudan
Le secrétaire: Christoph Lanz

Expiration du délai référendaire et entrée en vigueur

¹ Le délai référendaire s'appliquant à la présente loi a expiré le 12 juillet 2001 sans avoir été utilisé.⁵

² La présente loi entre en vigueur le 1^{er} octobre 2002.

8 novembre 2001

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Moritz Leuenberger
La chancelière de la Confédération, Annemarie Huber-Hotz

⁵ FF 2001 1260